

Chargé d'insertion professionnelle

RNCP35667 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 5
Code(s) NSF	332n
Formacode(s)	15061
Code(s) ROME	K1801, K1207, K1203
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	17/06/2021
Date d'échéance	17/06/2023

Certificateur(s)

MAISON FAMILIALE RURALE EDUC ORIENT DE MOIRANS · SIRET : 77957043100022

Partenaires habilités

1 organisme habilité, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
VAL DE SEVRE FORMATION CFP DES MFR	39815803000039	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Les structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) devraient recruter de nouveaux professionnels chargés d'accompagner les publics bénéficiaires de l'IAE, notamment des Chargés d'insertion professionnelle. Le ministère a annoncé l'objectif de faire entrer en insertion 100 000 personnes supplémentaires par rapport à 2018, portant leur nombre total à 240 000 d'ici à 2022.

De plus, la loi instaure le droit à un accompagnement global et personnalisé des demandeurs d'emploi pour la mise en œuvre de leur projet professionnel (loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels). Cet accompagnement personnalisé pour l'accès à l'emploi a pour objet de faciliter l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes qui, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, ont besoin d'un accompagnement social. Pour tenter d'y remédier, les pouvoirs publics ont mis en place des dispositifs spécifiques destinés aux demandeurs d'emploi les plus soumis au risque de chômage de longue durée, afin d'accroître leur employabilité (formation, contrats de transition professionnelle par exemple) ou faciliter leur accès à l'emploi (public prioritaire des contrats aidés).

Enfin, le contexte actuel renforce le rôle des Chargés d'insertion professionnelle. En effet, la crise économique et sociale liée à la pandémie du Covid- 19 est globalement dramatique pour l'emploi notamment des jeunes. Elle risque d'être encore plus sévère pour les «décrocheurs».

Selon l'Insee, le taux de chômage en France doit grimper à 9,7 % de la population active en fin d'année. Cette hausse est la conséquence des suppressions d'emploi massives intervenues au premier semestre (715.000 emplois salariés), qui doivent augmenter au second semestre pour atteindre 730.000 emplois salariés et 840.000 emplois au total.

ACTIVITÉS VISÉES

Le Chargé d'insertion professionnelle participe au développement économique et à l'accompagnement individuel ou collectif des bénéficiaires. Il est sous la responsabilité hiérarchique de son employeur.

Il peut être employé dans des structures aussi bien privées que publiques de toute taille. Il intervient sur deux domaines complémentaires favorisant l'employabilité des personnes : l'emploi et les initiatives locales. Ses trois principales fonctions sont les suivantes :

- la participation au développement socio-économique du territoire lié à l'emploi,
- la conception de projet d'insertion,
- l'accompagnement des bénéficiaires dans leur parcours d'insertion vers l'emploi.

Les activités rattachées à chaque grande fonction peuvent différer selon la taille et le niveau de délégation attribué au chargé d'insertion.

De façon globale, il doit :

- étudier un territoire présentant les problématiques d'insertion et d'emploi du territoire ciblé (caractéristiques liées à l'emploi d'un territoire (saisonnalité, bassin d'emploi inhérent au territoire, besoin de recrutement, contraintes mobilités liées à l'emploi / logement, niveau d'étude demandé...) et développer des partenariats et des réseaux du territoire,
- conduire un projet relatif à l'insertion par l'emploi en mobilisant les différents partenaires (équipe autour de besoins des structures et des publics ciblés).
- accompagner les bénéficiaires vers une insertion professionnelle durable (mise en place de diagnostic des besoins et des parcours professionnels, entretiens individuels, animation d'ateliers collectifs, réalisation de tâches administratives et d'évaluation, relations aux équipes, aux partenaires du territoire dans un univers numérique).

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Construire une note de synthèse écrite afin de communiquer de façon structurée son analyse.

Analyser des données liées à l'emploi afin d'identifier les forces et les faiblesses d'un territoire.

Identifier les politiques d'insertion professionnelle et d'emplois du territoire et/ou publiques afin d'en dégager leurs impacts liés à l'insertion professionnelle.

Identifier et rencontrer les acteurs institutionnels de l'emploi (Structures d'insertion par l'Activité économique, association de soutien, Pole Emploi...) afin de pouvoir mettre en place des projets de développement de l'emploi sur le territoire.

Identifier les fonctionnements des structures et des acteurs du territoire en termes d'emploi et de recrutement afin d'analyser leurs besoins.

Prospecter auprès des entreprises pour mettre en corrélation l'offre et la demande d'emploi.

Argumenter les problématiques liées à l'emploi et à l'insertion professionnelle du territoire afin de proposer des actions collectives favorisant l'emploi et d'anticiper les nouvelles problématiques potentielles.

Elaborer un discours afin de communiquer de façon claire et structurée.

Utiliser un support visuel à des fins de communication.

Identifier une problématique afin de répondre aux besoins du public et des partenaires.

Argumenter de manière objective afin de fédérer un groupe de travail « projet ».

Définir les partenaires compétents afin d'assurer un projet cohérent répondant aux besoins.

Coordonner une équipe/ partenaires afin de maintenir la dynamique de projet.

Assurer des reporting de communication au sein de l'équipe projet afin de garder les feedback sur des rajustements potentiels des actions.

Utiliser la méthodologie de projet afin d'anticiper l'organisation globale du projet.

Mettre en œuvre des outils d'évaluation des objectifs afin de réaliser un bilan objectif des actions menées.

Déployer des actions de prospection avec les employeurs du territoire pour favoriser l'insertion professionnelle.

Proposer des actions correctives, le cas échéant afin d'anticiper les problématiques.

Etablir un plan de communication afin de diffuser l'information auprès de publics des partenaires potentiels.

Réaliser un état des lieux de la situation sociale, professionnelle, et de santé des bénéficiaires afin d'évaluer les besoins professionnels et personnels (formation, suivi médical...).

Diagnostiquer les atouts et les contraintes du bénéficiaire afin de poser un parcours d'insertion partagé.

Instituer une dynamique de communication afin d'établir une relation de confiance auprès du bénéficiaire.

Construire et contractualiser avec le bénéficiaire son parcours d'insertion.

Utiliser des techniques et des outils à chaque type d'entretien afin de suivre la progression du candidat vers l'emploi.

Déterminer les points d'évaluation des freins et des leviers du candidat vers l'emploi.

Accompagner et écouter le candidat afin de lui faire expliciter ses points forts et ses points d'amélioration face à l'emploi.

Appréhender quelques règles de la communication non-violente, de la médiation afin de permettre une estime de soi

du candidat et de pouvoir gérer des situations difficiles.

Connaitre les différents dispositifs liés à l'accompagnement global du candidat (social, formation...) afin de guider le bénéficiaire vers l'emploi.

Mettre en œuvre des techniques et outils pédagogiques adaptées aux bénéficiaires afin de favoriser leur insertion vers l'emploi.

Mettre en œuvre les techniques d'animation d'atelier collectif afin de dynamiser et évaluer l'atelier.

Analyser les relations interpersonnelles (savoir décoder les jeux de pouvoir, les jeux psychologiques...) afin de pouvoir gérer le groupe de manière positive et permettre à celui-ci de progresser sur des situations conflictuelles potentielles.

Adapter son discours aux caractéristiques du public afin de faciliter la communication.

Assurer le montage et le suivi des dossiers administratifs afin de favoriser la communication entre les partenaires.

Rédiger des comptes rendus d'entretien, bilans diagnostics de situation individuelle et ou collective afin d'informer le bénéficiaire de son suivi professionnel.

Réaliser ou conceptualiser des outils afin de rendre compte de l'avancée du parcours professionnel du bénéficiaire aux prescripteurs/ hiérarchie et financeurs.

Réaliser des reporting construits, cohérents et clairs afin de permettre la continuité du parcours du bénéficiaire avec les partenaires.

Blocs de compétences

RNCP35667BC01 — Participer au développement socioéconomique du territoire lié à l'emploi

LISTE DE COMPÉTENCES

Construire une note de synthèse écrite afin de communiquer de façon structurée son analyse.

Analyser des données liées à l'emploi afin d'identifier les forces et les faiblesses d'un territoire.

Identifier les politiques d'insertion professionnelle et d'emplois du territoire et/ou publiques afin d'en dégager leurs impacts liés à l'insertion professionnelle.

Identifier et rencontrer les acteurs institutionnels de l'emploi (Structures d'insertion par l'Activité économique, association de soutien, Pole Emploi...) afin de pouvoir mettre en place des projets de développement de l'emploi sur le territoire.

Identifier les fonctionnements des structures et des acteurs du territoire en termes d'emploi et de recrutement afin d'analyser leurs besoins.

Prospecter auprès des entreprises pour mettre en corrélation l'offre et la demande d'emploi.

Argumenter les problématiques liées à l'emploi et à l'insertion professionnelle du territoire afin de proposer des actions collectives favorisant l'emploi et d'anticiper les nouvelles problématiques potentielles.

Élaborer un discours afin de communiquer de façon claire et structurée.

Utiliser un support visuel à des fins de communication.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Note de synthèse rédigée relative au diagnostic du territoire ciblé

Évaluation orale devant un jury de professionnels

VAE : Les compétences du candidat seront évaluées à travers le livret 2 sur la participation au développement socio-économique du territoire lié à l'emploi

RNCP35667BC02 — Concevoir un projet d'insertion professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier une problématique afin de répondre aux besoins du public et des partenaires

Argumenter de manière objective afin de fédérer un groupe de travail « projet »

Définir les partenaires compétents afin d'assurer un projet cohérent répondant aux besoins.

Coordonner une équipe/ partenaires afin de maintenir la dynamique de projet

Assurer des reporting de communication au sein de l'équipe projet afin de garder les feedback sur des rajustements potentiels des actions.

Utiliser la méthodologie de projet afin d'anticiper l'organisation globale du projet

Mettre en œuvre des outils d'évaluation des objectifs afin de réaliser un bilan objectif des actions menées

Déployer des actions de prospection avec les employeurs du territoire pour favoriser l'insertion professionnelle

Proposer des actions correctives, le cas échéant afin d'anticiper les problématiques

Établir un plan de communication afin de diffuser l'information auprès de publics des partenaires potentiels

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Étude de cas : mise en situation de conduite de projet d'insertion avec des partenaires identifiés répondant à une problématique

VAE : Les compétences du candidat seront évaluées à travers le livret 2 sur la réalisation d'un projet d'insertion

RNCP35667BC03 — Accompagner des bénéficiaires dans leur parcours d'insertion vers l'emploi

LISTE DE COMPÉTENCES

Réaliser un état des lieux de la situation sociale, professionnelle,

et de santé des bénéficiaires afin d'évaluer les besoins professionnels et personnels (formation, suivi médical...).

Diagnostiquer les atouts et les contraintes du bénéficiaire afin de poser un parcours d'insertion partagé.

Instituer une dynamique de communication afin d'établir une relation de confiance auprès du bénéficiaire.

Construire et contractualiser avec le bénéficiaire son parcours d'insertion.

Utiliser

des techniques et des outils à chaque type d'entretien afin de suivre

la progression du candidat vers l'emploi.

Déterminer les points d'évaluation des freins et des leviers du candidat vers l'emploi.

Accompagner et écouter le candidat afin de lui faire expliciter ses points forts et de ses points d'amélioration face à l'emploi.

Appréhender quelques règles de la communication non-violente, de la médiation afin de permettre une estime de soi du candidat et de pouvoir gérer des situations difficiles.

Connaître les différents dispositifs liés à l'accompagnement global du candidat (social, formation...) afin de guider le bénéficiaire vers l'emploi.

Mettre en Œuvre des techniques et outils pédagogiques adaptées aux bénéficiaires afin de favoriser leur insertion vers l'emploi.

Mettre en œuvre les techniques d'animation d'atelier collectif afin de dynamiser et d'évaluer l'atelier.

Analyser les relations interpersonnelles (savoir décoder les jeux de pouvoir, les jeux psychologiques...) afin de pouvoir gérer le groupe de manière positive et permettre à celui-ci de progresser sur des situations conflictuelles potentielles.

Adapter son discours aux caractéristiques du public afin de faciliter la communication.

Assurer le montage et le suivi des dossiers administratifs afin de favoriser la communication entre les partenaires.

Rédiger des comptes rendus d'entretien, bilans diagnostics de situation individuelle et ou collective afin d'informer le bénéficiaire de son suivi professionnel.

Réaliser ou conceptualiser des outils afin de rendre compte de l'avancée du parcours professionnel du bénéficiaire aux prescripteurs/ hiérarchie et financeurs.

Réaliser des reporting construits, cohérents et clairs afin de permettre la continuité du parcours du bénéficiaire avec les partenaires.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

L'analyse du public accueilli dans la structure de stage ou d'emploi et de ses besoins en termes d'emploi amène le candidat à expliciter et analyser son accompagnement auprès des publics (entretiens individuel ou ateliers collectifs vécus) sous la forme d'un rendu écrit.

Entretien professionnel présentant une auto évaluation, une prise de hauteur face à l'accompagnement des bénéficiaires dans leur parcours d'insertion

VAE : Les compétences du candidat seront évaluées à travers le livret 2 sur l'Accompagnement des bénéficiaires dans leur parcours d'insertion vers l'emploi.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les structures de l'insertion professionnelle et de conseil en orientation professionnelle sont les principaux employeurs.

Le secteur d'activité de l'insertion professionnelle et du développement local regroupe des entreprises et des services employeurs très divers :

· des structures d'Insertion par l'Activité Economique (IAE) · des opérateurs privés de placement (prestataires,

consultants, organismes de formation, agences intérim...)

- des structures assurant le service public de l'emploi (Missions Locales, Pole Emploi, Cap emploi, Maison de l'emploi, DIRECCTE)
- des collectivités locales (Conseils Départementaux, Intercommunalités, Centres Communaux d'Action Sociale,...)
- des services Ressources Humaines des entreprises, des associations, des groupements d'employeurs, des coopératives, des entreprises de travail temporaire
- des organisations syndicales, patronales ou consulaires

Liste non exhaustive

La taille des entreprises, associations et organismes varie de la petite structure (2 salariés) à des structures publiques ou privées de plus de 45 000 salariés comme Pôle Emploi.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le professionnel titulaire de la certification chargé d'insertion professionnelle peut exercer son activité sous les appellations suivantes :

- Chargé d'insertion et du développement local
- Conseiller en insertion professionnelle
- Conseiller en développement professionnel
- Conseiller en évolution professionnelle
- Conseiller à l'emploi
- Coordonnateur de dispositif d'insertion
- Accompagnateur socio-professionnel
- Chargé de développement économique
- Chargé des relations entreprises
- Chargé de mission développement local
- Chargé de mission emploi formation

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Non-attractivité salariale, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	1 863 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+2 (DUT, BTS, Deug ou équivalent) en services aux personnes (34 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	V4X80 — Professionnels de l'orientation et de l'insertion professionnelle · tension 3/5 (Modérée) V4X83 — Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs · tension 5/5 (Très élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	25 058
Jugés difficiles à recruter	50 %
Emplois saisonniers	12 %
Familles professionnelles (FAP)	V4X80 — Professionnels de l'orientation et de l'insertion professionnelle V4X83 — Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Niveau 4. Une expérience professionnelle conséquente peut permettre d'accéder à la certification avec un niveau inférieur. Ces prérequis sont mesurés au travers d'un dossier de candidature et d'un entretien.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Le nombre de membres du jury est de deux minimum :

- un administrateur ou directeur de structure expert en insertion professionnelle
- un chargé d'insertion professionnelle salarié et/ou un formateur

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 813 €
Selon la branche	7 813 € – 8 085 €
Prise en charge	Branches concernées
7 813 €	Valeur par défaut · 212 branches
8 085 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande

Base légale

Date de décision	17/06/2021
Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	17/06/2023

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2020	24	0	78 %	—
2019	17	2	86 %	92 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP15361

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.valdesevreformation.fr/charge-d-insertion-et-du-developpement-local.html>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/35667/>

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	20
Parcours menés à terme	20
Taux d'achèvement	100 %
Période	02/2022 – 03/2023

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	20
Montant total engagé	82 278 €
Coût moyen par dossier	4 114 €
Durée moyenne	662 h
Période	01/2022 – 09/2022
France compétences	56 %
France Travail	42 %
Reste à charge titulaire	2 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.